

# Est-ce vraiment le moment de baisser les impôts ?

La campagne électorale relance l'inévitable débat sur les prélèvements obligatoires et la pression fiscale. Mais, quel qu'il soit, le futur gouvernement devra prioritairement définir sa stratégie au sein d'une Europe toujours plus libérale.

Voilà nos plus sûrs atouts pour garantir une croissance forte et atteindre le plein-emploi ; nous devons favoriser la création et le développement des petites et moyennes entreprises.

**Le N.E. Alors, concrètement, sur le terrain fiscal, que préconisez-vous ?**

A.M. J'ai entendu l'autre jour deux anciens Premiers ministres, un de droite et l'autre de gauche, dire : « Nous baisserons les impôts quand nous aurons retrouvé de la croissance. » Je pense au contraire qu'il faut baisser les impôts pour faire de la croissance. C'est ce qui se passe partout dans le monde.

Quand par exemple, en France, en 1986, Edouard Balladur a décidé une baisse des impôts, elle s'est immédiatement traduite par un supplément de recettes fiscales.

Globalement, je suis partisan d'une refondation fiscale et sociale, à engager dès le lendemain de l'élection présidentielle sur un calendrier de deux cents jours. Pour moi, la première étape doit se jouer à Séville au sommet européen les 21 et 22 juin, où je proposerai de conclure avec nos partenaires un nouveau pacte de croissance et d'emploi, fondé sur des réformes structurelles, des baisses d'impôts, l'ouverture des marchés protégés à la concurrence, une plus grande flexibilité du marché du travail et une plus grande part au dialogue social.

C'est l'idée qui se dessine aujourd'hui entre Londres, Rome, Madrid et bien d'autres pays européens. Moi, je peux signer ce pacte. Ni Chirac ni Jospin, compte tenu de leurs prises de position, ne le peuvent.

Deuxième étape : le collectif budgétaire devra faire face aux ardoises laissées par le gouvernement socialiste et à l'insuffisance des recettes due à la surestimation délibérée de la croissance. Cet ajustement sera financé par la vente d'actifs publics. A partir de là, nous aurons une autre période de cent jours, et un budget à préparer pour engager la réforme de l'Etat et la refondation fiscale et sociale que je préconise.

**Le N.E. Alors quelles sont vos priorités dans ce plan ?**

A.M. Le premier objectif c'est l'impôt sur le revenu. Je propose d'alléger et de simplifier le système à trois tranches seulement, avec un maximum de 33 % de taux d'imposition.

Parallèlement, je veux fondre les neuf minima sociaux dans un revenu de solidarité de base et instaurer un revenu familial garanti, impôt négatif à la française, afin de sortir les familles enfermées dans l'assistance et de faciliter la reprise d'une activité.

Deuxième objectif : supprimer, pour l'essentiel, l'impôt sur les successions et ramener l'impôt sur les sociétés dans une moyenne européenne. Je propose également que l'on instaure une franchise de charges sociales sur les 400 premiers euros de la feuille de paie afin de faciliter l'embauche. I

## Oui. « Il faut baisser les impôts pour faire de la croissance »

Alain Madelin



Alain Madelin, 56 ans, plusieurs fois ministre - à l'économie ; à l'industrie ; au Commerce et à l'Artisanat - président de Démocratie libérale, est candidat à la prochaine élection présidentielle.

**Le Nouvel Economiste. La baisse des impôts est-elle vraiment un thème de campagne en France ?**

Alain Madelin. Tous les pays autour de nous ont engagé une réforme de leur fiscalité. La France, qui détient le record des prélèvements obligatoires, fait Europe à part. Je veux faire de la France un pays compétitif pour stimuler l'initiative, l'esprit d'entreprise. Pour moi, les choses sont claires, il faut baisser les prélèvements obligatoires en France de 1 % par an pendant cinq ans. La question sur l'opportunité du débat fiscal est de même nature que les sujets économiques. Certains disaient il y a un an que l'économie n'était plus un enjeu politique. Il se

sont trompés. Plus que jamais, il y a dans le pays des inquiétudes sur l'emploi.

On peut le voir aussi en Europe, où les questions économiques, et plus particulièrement fiscales, sont au cœur des discussions, notamment entre Aznar, Blair et Schröder. L'enjeu, c'est de faire de l'Europe la zone la plus compétitive du monde. Pour la France, il n'y aura pas de solutions d'avenir sans une croissance très forte. Une telle croissance est indispensable pour faire face aux grands défis : démographie, vieillissement de la population, paiement des retraites, facture des 35 heures, etc. Je me donne pour objectif de faire 2 % de plus que notre croissance naturelle. Et j'insiste pour dire qu'une nouvelle croissance est possible, à condition que l'on sache miser sur l'envie d'entreprendre. 15 millions de Français voudraient créer leur entreprise. Voilà le nouveau rêve de nos concitoyens.